

Citation style

Montel, Aurélien: review of: Omayra Herrero Soto, El perdón del gobernante (al-Andalus, ss. II-V/VIII-XI), Helsinki: Academia Scientiarum Fennica, 2016, in: Mélanges de la Casa de Velázquez, 47 (2017), 2, DOI: 10.15463/rec.1704436255, downloaded from recensio.net

First published: <http://journals.openedition.org/mcv/7974>



copyright

This article may be downloaded and/or used within the private copying exemption. Any further use without permission of the rights owner shall be subject to legal licences (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

Dans cet ouvrage, O. Herrera-Soto présente sa thèse de doctorat, préparée sous la direction de Maribel Fierro et Rachid el-Hour et soutenue en 2013 à l'université de Salamanque. Structuré en deux grandes parties, encadrées par une introduction doublée d'un préambule épistémologique (pp. 9-59) et par une conclusion (pp. 485-500), ce livre analyse la pratique du « pardon » dans le contexte de l'Islam andalou des ii<sup>e</sup>/viii<sup>e</sup>-v<sup>e</sup>/xi<sup>e</sup> siècles, laquelle n'avait pas encore été abordée de manière systématique. Académique dans son approche, faisant la synthèse des sources et de l'historiographie, ce travail s'inscrit dans la dynamique épistémologique récente qui, par les questionnements de l'anthropologie politique, contribue à renouveler l'étude des sociétés de l'Occident musulman — signalons à cet égard la thèse de Mehdi Ghouirgate, *L'ordre almohade (1120-1269) : une nouvelle lecture anthropologique*, publiée en 2013.

O. Herrera-Soto a choisi d'appréhender la réaction du « gouvernant », terme qui regroupe sous une seule étiquette les émirs et califes umayyades, mais aussi le *ḥāḡib* al-Manṣūr et ses successeurs, face au complot, à la rébellion, à la désobéissance. Le pardon occupe donc évidemment l'essentiel de l'ouvrage, mais le châtement et, plus globalement, la violence politique font également l'objet de longs développements. D'un point de vue documentaire, en l'absence de manuels de chancellerie et de fonds d'archives comme l'on peut en rencontrer en Orient, en particulier dans le monde mamelouk, le recours aux textes classiques était attendu : O. Herrera-Soto prend toutefois le soin de recourir à des sources plus originales, et en particulier la littérature biographique (*ṭabaqāt*), mine de renseignements abondamment exploitée.

Discutant la notion de « pardon » au sein des sociétés islamiques dites pré-modernes (pp. 32-59), et en particulier sa polysémie (*ḡafr*, *raḡma*, *amān*...), l'ouvrage met en évidence, par une longue réflexion sur l'*amān*, toute la complexité de cet objet d'étude (pp. 60-224). D'un point de vue idéologique, le fait de pardonner, renvoyant intrinsèquement à l'imaginaire religieux, a été investi par les Umayyades de Cordoue d'une forte charge symbolique : al-Ḥakam I<sup>er</sup>, 'Abd Allāh ou 'Abd al-Raḡmān III sont fréquemment décrits en train de pardonner dans des situations critiques, les chroniqueurs soulignant parfois qu'ils suivaient ainsi l'exemple du Prophète. Ce faisant, ils se construisaient donc une image conforme à la conception qu'ils se faisaient du prince idéal. Cependant, au-delà de la rhétorique du pouvoir et de « l'idéologie omeyyade » (G. Martinez-Gros), O. Herrera-Soto souligne que pardonner, c'est aussi, et surtout, un acte pleinement politique. En témoigne l'attitude différenciée des gouvernants au moment de trancher : les Umayyades se montrèrent plus cléments envers les rebelles ou conspirateurs issus de leurs familles et des autres grands lignages arabes (pp. 225-305) qu'avec tous les « serviteurs de l'État » (vizirs, secrétaires, trésoriers, eunuques, esclaves...) qui perdirent leur confiance, s'enrichirent indûment ou apportèrent leur soutien à un rebelle (pp. 306-359). Les crimes portant atteinte à la religion étaient quant à eux, en théorie, impardonnables (pp. 360-393) : leur répression nourrissait donc la légitimité du pouvoir.

Aussi les apostats, les blasphémateurs — tels les Martyrs de Cordoue — et les prophètes auto-proclamés ne pouvaient-ils attendre aucune clémence de sa part.

En revanche, les rapports entre le gouvernant et les oulémas pouvaient s'avérer nettement plus ambigus (pp. 347-359) : ceux-ci disposaient d'un prestige tel qu'ils pouvaient légitimer le pouvoir comme le contester. De nombreux oulémas sont signalés comme ayant pris part à des rébellions, comme ce fut notamment le cas en 202/818 : tous ne furent pas pardonnés. Sous le califat, qui s'appuyait de manière exclusive sur le sunnisme malékite, les accusations d'hétérodoxie, voire d'hérésie, permirent ensuite d'écarter plusieurs oulémas importants, voire gênants. Il est à noter que les oulémas eux-mêmes pouvaient solder leurs rivalités par de telles accusations, instrumentalisant le pouvoir et ses décisions. Dans la plupart des cas, l'accord du pardon du gouvernant se faisait dans le cadre de réceptions très codifiées, ritualisées, qui étaient organisées au palais, ou dans la tente du souverain lorsqu'il était en campagne (pp. 420-446). Celui-ci occupait évidemment le centre du dispositif, recueillant des suppliques qui pouvaient lui être présentées de diverses manières. Dans le processus de négociation qui se développait ensuite (pp. 108-125), les élites, en particulier les oulémas mais aussi les clients des Umayyades, jouaient fréquemment un rôle de médiation : on aboutissait souvent à des compromis garantis par l'envoi d'otages (pp. 125-139), parfois également par l'octroi de terres, de pensions, ou de diverses exemptions fiscales (pp. 145-163). Au-delà du cadre palatin, restreint, le gouvernant faisait un usage tout à fait réfléchi de l'espace public pour mettre en scène ses décisions (pp. 394-484), investissant en particulier l'esplanade de Bāb al-Sudda (pp. 396-406) et la promenade longeant la rive droite du Guadalquivir (pp. 407-410). L'importante fréquentation de ces lieux en faisait le cadre idoine pour afficher la clémence du pouvoir, qui y recevait des ambassades chrétiennes ou des rebelles ayant choisi de se rendre, mais aussi son intransigeance, puisque la plupart des peines infligées de manière discrétionnaire par le pouvoir étaient publiques, qu'il s'agisse des exécutions, des promenades infamantes, ou des mutilations. Têtes coupées et cadavres étaient également fréquemment exhibées — le cadavre d'Ibn Ḥafṣūn resta ainsi publiquement exposé pendant près de vingt ans (p. 464).

Malgré quelques redites et d'évitables coquilles, le travail d'O. Herrera-Soto éclaire de manière remarquable l'unité de la période umayyade, même si la proclamation du califat, suivie par un impressionnant travail idéologique, apparaît comme un infléchissement notable. À ce titre, on regrettera que la conclusion ne propose qu'une synthèse de chacun des chapitres (pp. 485-500). Plusieurs pistes de recherches, telles les évolutions de ce modèle umayyade sous les taïfas et les dynasties berbères, la question de sa singularité au sein de l'Islam d'Occident, ou encore l'éventuelle influence exercée par des modèles extérieurs, auraient mérité d'être au moins évoquées. Il n'en reste pas moins qu'accompagné d'une riche bibliographie, qui prend en compte l'historiographie récente (pp. 501-543), et doté d'utiles index, cet

ouvrage apporte un regard original sur les cultures et pratiques politiques du premier Islam andalou.